



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 2602

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le Premier ministre, ce week-end encore, à Copenhague, en Alsace, mais également hier matin, dans une interview matinale, c'est un antisémitisme tour à tour meurtrier, mortifère et fétide qui s'est exprimé. Au-delà des indispensables condamnations publiques de ces actes insupportables, il nous faut tenter de comprendre comment on peut encore en arriver là.

Comment, dans une société ouverte et tolérante de cette Europe du Nord si souvent citée pour la qualité de son vivre ensemble, peut-on, comme ce fut le cas ici il y a un mois, être tué parce qu'on est juif ?

Comment, dans une région de France tellement marquée par l'histoire, imprégnée d'une présence juive ancestrale, des jeunes, à la charnière entre l'adolescence et l'âge adulte, peuvent-ils encore trouver une satisfaction absurde à saccager des tombes, à profaner la mémoire de morts, parce qu'ils étaient juifs ?

Comment, au crépuscule d'une vie, moment propice bien souvent à ce que la vérité intime se révèle, un homme, qui fut ministre de la République, qui présida le Conseil constitutionnel, peut-il verser dans un délirant complotisme et dans un antisémitisme vulgaire, pour ne pas dire grossier ?

Ce week-end nous rappelle que l'antisémitisme n'a pas de frontière, n'a pas d'âge, n'a pas de religion ; ce week-end nous rappelle que combattre l'antisémitisme, c'est combattre des antisémitismes, qui convergent vers la même folie et la même impasse pour l'humanité.

Le Président de la République a annoncé un vaste plan de lutte contre l'antisémitisme et le racisme, qu'il devrait détailler à la fin du mois. Pouvez-vous nous dire, monsieur le Premier ministre, quelles seront les grandes lignes de ce plan ? N'est-il pas temps, ne serait-il pas utile d'organiser un Grenelle de la fraternité, comme le suggère la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Madame la présidente Barbara Pompili, vous m'interrogez sur tous ces actes scandaleux et immondes que nous avons connus ces dernières semaines, et singulièrement la profanation du cimetière juif de Sarre-Union. Ce cimetière témoigne de la présence juive en Alsace, illustration des liens indéfectibles entre nos concitoyens de confession juive et la République – un lien que rien ne doit altérer.

Il appartient à l'enquête d'établir quelles étaient les motivations des auteurs de cet acte ignoble, mais nous devons rappeler que cet événement intervient après la violence terroriste qui a frappé le magasin Hyper Cacher de la Porte de Vincennes parce qu'il s'agissait d'une épicerie juive, après la violente agression dont ont été victimes des habitants de Créteil parce qu'ils étaient juifs ou encore après les événements de ces derniers jours à Copenhague que nous rappelions il y a un instant.

Je veux dire à tous nos concitoyens de confession juive qu'ils ont toute leur place en France, en Europe ; que c'est au contraire l'antisémitisme qui n'a pas sa place en France et en Europe. Je veux leur dire que la République sera intransigeante contre le racisme, contre l'antisémitisme, et qu'elle apportera toute protection à tous ceux qui sont les cibles de ces violences.

Je veux dire aussi à tous nos concitoyens que ce ne sont pas seulement les juifs qui sont concernés lorsqu'il y a un acte antisémite, que ce ne sont pas seulement les musulmans qui doivent être indignés lorsqu'une mosquée est prise pour cible : c'est l'ensemble des républicains et des humanistes de France qui doivent s'élever contre les expressions de haine.

Face à la violence raciste, face à l'antisémitisme, la République ne faiblira pas : nous serons résolument intransigeants, parce qu'il en va de la sécurité de nos concitoyens, qui n'ont que trop souffert, et des valeurs de la République sur lesquelles il nous est interdit de transiger. *(Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2602

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 février 2015](#)